L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 4 JUIN 1856.

Imprimé et publié par
C. G. RICHARDSON & Co.
S. P. RICHARDSON, Editeur.
Rue de Chartres No. 62, entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 4 JUIN.

ABONNES A LA SEMAINE.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements à la semaine, à raison de 75 cents pour les six semaines. Il ne sera pas donné de reçus; ces porteurs des personnes qui auront payé d'avance pour un mois ou plus, mais toutes les fois qu'un mois entier, ou un nombre de semaines entières, ne sera pas complété, ou n'aura pas été payé d'avance, notre correspondance sera privée la personne, sans autre avertissement. Ceux qui s'abonnent à la semaine devront payer régulièrement en arrivant à leur domicile.

AFFAIRES D'ITALIE.

Les affaires d'Italie préoccupent vivement l'opinion de l'autre côté de l'Atlantique. L'attitude prise au Congrès de Paris par les plénipotentiaires du Piémont et leurs révélations ont ouvert les yeux à l'Europe et lui ont fait comprendre combien il serait dangereux de perpétuer en Italie une situation anormale et menaçante pour l'avenir.

Le comte de Cavour, remit le 27 mars, une note verbale à lord Clarendon et au comte Walewski. Il leur proposait d'entreprendre la réforme des Etats Italiens. Les points essentiels du projet étaient ainsi indiqués:

1. Le provinces des Etats-Romains étendues entre le Po, l'Adriatique et les Apennins (désignées la province de Ravenne, celle de Forli, etc.) tout en restant toujours soumises à la souveraineté du Saint-Siége, seraient complétement sécularisées et soustraites sous le rapport administratif, judiciaire, militaire et financier, d'une façon absolument séparée et indépendante du reste des Etats Romains. Toutefois, les relations diplomatiques et religieuses resteraient exclusivement de la compétence de la cour de Rome.

2. L'organisation territoriale et administrative de cette principauté ecclésiastique devait établie conformément à ce qui existait sous le règne de Napoléon Ier et à ce qui a été fait en 1814. Le code Napoléon serait promulgué sauf les modifications nécessaires dans les titres qui concernent les relations entre l'Eglise et l'Etat.

3. Un vicaire pontifical laïque gouverne-rait ces provinces avec des ministres et un conseil d'Etat. Le prélat actuellement en résidence, nommé par le Pape, serait garanti par la durée de ses fonctions qui devrait être au moins de dix ans.

Les ministres, les conseillers d'Etat et tous les employés indistinctement devaient nommés par le vicaire pour un terme de trois ans. Néanmoins ils ne pourrait jamais s'éloigner, en tout environ huit mille hommes. Cette troupe est suffisante pour maintenir l'ordre à Rome et dans les provinces qui ne sont pas comprises dans le projet de séparation administrative et politique. La nouvelle troupe indigène qui s'organiserait au moyen de la conscription dans les provinces sécularisées, se renforcerait du contingent fourni par les Français évacuer Rome; les Autrichiens les Légations. Si au retour par la voie de terre, les troupes françaises devraient traverser une partie de la France, les Autrichiens la Lombardie. Ils ne pourraient y séjourner que pendant le temps strictement nécessaire à leur passage et ne pourraient jamais y dépasser un nombre déterminé et fixé à l'avance suffisant pour le service de la frontière. Ce service spécial serait également organisé avec leur concours.

La volonté irrévocable des puissances et leur détermination ferme et unanime à ne tarder l'occupation étrangère, seraient les deux motifs qui indiqueraient la cour de Rome à adopter ce projet, qui, au fond, respecte son pouvoir temporel, et laisse intacte l'organisation actuelle au centre et dans la plus grande partie de ses Etats. Mais la proposition fut admise, il est nécessaire que l'exécution du projet soit confiée à un haut commissaire chargé des pleins pouvoirs. Il est parfaitement clair que, si ce haut fonctionnaire était purement politique, celui-ci trouverait, dans son système traditionnel, des moyens infinis pour se jouer de la bonne foi de l'Europe et entraver l'esprit de la nouvelle situation.

A cette heure, il n'est pas possible de se demander que, si l'occupation devait cesser, comme on se l'est imaginé, les réformes seraient exécutées et mises qu'une force permanente fût établie, il y aurait peut être des difficultés. Ces hommes se placeraient autour du Souverain et des agitations politiques, suivi bientôt du retour des troupes autrichiennes. Un tel événement serait d'autant plus à craindre qu'il semblerait encourager par armée toute tentative d'amélioration.

Les plénipotentiaires de l'Autriche et de la Prusse s'opposèrent à la prise en considération de la question de l'Italie, et M. de Buol-Schauenstein, notre ancien ami, déclara que le représentant de la Russie se consulta de garder le silence. Lord Clarendon seul s'éleva avec chaleur la cause de l'Italie, mais comme il était à peu près seul de cété des plénipotentiaires Sardes, la position de la France vis-à-vis de Rome ne pouvait pas être représentée de se prononcer ouvertement, il ne fut pas donné suite au projet du Piémont.

Le 16 avril les plénipotentiaires adressèrent au comte Walewski et à lord Clarendon une nouvelle note que nous reproduisons plus loin. Cette fois c'était plutôt l'expression de leurs regrets qu'une proposition en règle: Ils établissaient la situation en Italie, en signalaient les dangers et faisaient que leurs désirs et leurs espérances avaient été déçues.

La question, comme on le pense bien, a été évoquée à la Chambre des Députés de Sardaigne. Il y avait, le 6 mai, une grande affluence de la Chambre pour entendre les interpellations que M. Buffa devait adresser au ministère et la réponse du comte Cavour. Depuis 1848, dit le compte-rendu, l'on n'avait jamais vu une chambre aussi nombreuse et un auditoire aussi compact.

M. Buffa prenant la parole, dit qu'une seule question, de toutes celles qui touchaient aux intérêts de l'Italie, avait occupé le Congrès de Paris. Quant aux autres, ajouta-t-il, l'Autriche a ravi leur indépendance aux autres Etats de l'Italie; elle veut en faire autant aux Principautés danubiennes occidentales sont-elles disposées à permettre cela? Je n'ai pas besoin de rappeler quel est l'état actuel de l'Italie: c'est un danger permanent pour nous, pour l'Europe. Quel est à cet égard l'avis des puissances? Il est utile que l'on nous donne des éclaircissements à ce sujet.'

M. de Cavour, dans sa réponse, rappelé d'abord les principaux avantages du traité de Paris, puis abordant la question italienne il continua en ces termes:

Je passe à la question italienne.

(Mouvement général.)

Dans les négociations qui suivirent, j'ai eu rappeler et faire de réserve à mettre en présence de l'Europe d'autres questions, et j'ai cherché à trouver des solutions moins dures pour avoir la preuve, (Approbation.) Mais, toutefois, sur le terrain purement pratique il était possible de faire quelque chose, et les plénipotentiaires anglais n'ont pas manqué à ce devoir. Il est appelé l'attention des puissances sur la Grèce, la Turquie, et dans une puissances alliées les dispositions les plus bienveillantes et les plus amicales. "L'Angleterre a déclaré comme résumé les principes de la note présentée par nous sur l'état de l'Italie; la France accepta aussi ces principes et ne dit que des réserves sur l'application; il en fut de même de la Prusse; unanimes à réclamer que la question devait être examinée au Congrès.

Par un motif de prudence catholique, la France en usages à mettre des égards particuliers pour Rome; aussi le procès du gouvernement Français en cette occasion, fut-il notre vive reconnaissance. L'Angleterre était plus libre sur cette question. Je dois dire même que l'illustre Chancelier d'Etat qui a un haute autorité dans le Parlement (lord Clarendon), a témoigné une telle bienveillance pour notre pays, que je lui dois hautement remercier ici. (Approbation générale.)

Les plénipotentiaires autrichiens ont répondu par une fin de non recevoir; ils ne sont revenus à traiter la question italienne que dans un second protocole. Il était triste d'attendre à quelques réformes administratives, à quelques économies dans les finances, à quelques changements dans le personnel. Dans l'intérêt de la paix, nous nous sommes abstenus de toute observation. Mais nous avons déclaré que nous ne pouvions pas demeurer indifférents à l'état de l'Italie.

Nous avons exposé deux choses: la première, c'est que la révolution était dans l'état de l'Italie, et c'est que la révolution était inévitable, sous peu de temps, si on ne faisait pas disparaître les causes qui la font naître. C'est ce qu'a très bien compris l'Angleterre. Elle a compris que la paix ne serait pas durable si elle